

ENTRETIEN

Lea
YPI



« Être libre, c'est aussi réfléchir à ce qui nous rend libres »

Auteure albanaise et professeure de politique et de philosophie à la London School of Economics, Lea Ypi explique comment notre société capitaliste a contribué à façoner une idée faussée de la liberté. Dans ses travaux, elle essaie de refonder une théorie politique qui serait davantage en adéquation avec la liberté pensée par les Lumières.

Elle est invitée pour l'année 2025-2026 sur la chaire annuelle L'invention de l'Europe par les langues et les cultures, chaire créée en partenariat avec le ministère de la Culture.

Sa leçon inaugurale intitulée « L'idée de socialisme moral » aura lieu le jeudi 12 février 2026.

Ses enseignements seront disponibles sur www.college-de-france.fr

Lea YPI

Propos recueillis par Emmanuelle Picaud,
journaliste scientifique.

Vous parlez de « désenchantement du monde ». Qu'entendez-vous par là ?

Lea Ypi : J'ai vécu dans l'Albanie communiste jusque dans les années 1990. J'ai vu arriver le capitalisme juste après l'effondrement du régime totalitaire de la République populaire socialiste. Pour beaucoup d'entre nous, cette période a été vécue comme un moment de liberté. Nous pouvions désormais nous exprimer dans les urnes et voyager. Cette nouvelle forme de vie a inspiré un immense espoir, et beaucoup d'Albanais ont choisi d'émigrer pour en profiter.

Paradoxalement, ce moment d'effervescence et d'ouverture sur le monde s'est aussi accompagné d'une forme de désenchantement dans la mesure où les promesses du capitalisme d'accéder à la pleine liberté ne se sont pas matérialisées. Certes, les anciennes formes d'oppression se sont arrêtées, mais de nouvelles ont émergé. Les mouvements migratoires vers l'Italie ont, par exemple, été suivis de réactions xénophobes et racistes. Autre exemple : pendant l'Albanie communiste, la culture était censurée, toutefois, elle était accessible à tous sans contrepartie financière. Dans nos sociétés capitalistes, l'accès à la culture est soumis à un coût, qui devient lui-même un facteur d'exclusion.

Ce désenchantement vient donc de cette prise de conscience : une société où tout se marchande transforme des relations autrefois fondées sur l'entraide, comme la garde des enfants ou la solidarité entre voisins, en transactions économiques. Ce passage d'un horizon collectif à une logique de marché produit un sentiment profond de perte, comme si l'ouverture au monde s'accompagnait paradoxalement d'un appauvrissement de nos liens humains et de nos idéaux.

Dans vos travaux, vous avez tour à tour recours à la réflexion philosophique et à la narration autobiographique. Dans quel but ?

Philosophie et littérature sont des moyens complémentaires d'exprimer l'impact des idées sur les individus. Avec la philosophie, il est possible d'expliquer l'histoire avec un grand H. Il existe aussi la « micro-histoire », celle qui est portée à travers les récits et le vécu des gens. Selon moi, les deux se complètent dans la mesure où la littérature est une façon de voir les effets de la macro-histoire sur les récits de vie personnels. La littérature est un formidable vecteur pour raconter ces micro-histoires, car elle permet non seulement de générer de l'empathie, mais aussi de comprendre le conflit entre des idées complexes et la vie des individus.

Vous essayez de redonner un sens au socialisme politique à travers le concept de « socialisme moral ». Que voulez-vous dire ?

J'utilise le terme de « socialisme moral » en opposition à d'autres formes de socialisme qui ont été conceptualisées au cours du XX^e siècle. Je pense en particulier au socialisme d'État qui a été appliqué dans les régimes communistes d'Europe de l'Est, ou encore au socialisme démocratique qui a vu le jour dans les pays occidentaux à partir des années 1920. Le premier mouvement s'est concrétisé sous la forme d'un régime non démocratique, où toute forme d'opposition politique était censurée. Le second a perdu en influence à partir des années 1980-1990 et l'arrivée de la doctrine de la non-régulation des marchés et de la libre circulation des biens. En restant principalement focalisé sur la réforme de l'État-nation, il n'a pas réussi à s'adapter aux pressions de la mondialisation, qui dépassaient largement le cadre national et exigeaient des réponses politiques égalitaires à une échelle transnationale.

C'est à partir de là que le libéralisme a effectué un tournant et qu'il a conquis la plupart des domaines de notre société : les marchés, ainsi que les écoles et les universités, pour ne citer qu'elles. C'est, selon moi, à partir de ce basculement que nous sommes entrés dans une vision où la politique n'a plus servi à réguler les marchés, mais seulement à leur offrir les conditions nécessaires pour poursuivre plus efficacement et

avec plus de cohérence la logique du profit. C'est le moment où notre politique a cessé de défendre des valeurs, à l'exception de celles du libre marché capitaliste. Mon idée est justement de dire que nous ne pouvons pas rester sur une vision politique où la question morale serait absente. En somme, je prône une forme de socialisme avec un retour aux valeurs en politique.

Vous expliquez que la liberté est issue d'un apprentissage collectif et ne peut se comprendre qu'en relation avec les autres. Pensez-vous que nos sociétés libérales soient prêtes à sacrifier leur liberté au profit de celle des autres ?

Dans notre conception libérale, la liberté est entendue au niveau de choix individuel. Ce n'est pas une liberté qui s'interroge sur les conditions de ce choix. La liberté, ce n'est pas seulement choisir un repas, un achat ou une destination. Être libre, c'est aussi réfléchir à ce qui me rend libre.

En tant qu'être humain, je peux choisir de faire une grève de la faim pour défendre une cause qui me tient à cœur. Selon Kant, c'est cela, la véritable liberté, celle que nous défendons sur le plan moral. Or, dans une société libérale, nous ne nous posons plus la question de la justification de nos choix, le capitalisme nous rend incapables de nous poser ces questions. Nous sommes submergés de faux choix qui nous donnent une illusion d'autonomie. Ces pseudo-choix sont régis par la publicité et les algorithmes. C'est avant tout le marché qui nous les impose.

Vous avez récemment travaillé sur le concept de dignité humaine lié aux migrations. Qu'avez-vous appris au travers de vos recherches ?

Dans nos sociétés libérales, on nous dit que les migrants choisissent de migrer. En réalité, ce sont plutôt les conditions politiques et économiques qui forcent les gens à partir. Les frontières sont ouvertes pour les riches, en revanche fermées pour les pauvres : il suffit de comparer la citoyenneté obtenue par investissement à la situation de ceux qui fuient les crises. On peut rétorquer que ceux qui décident d'émigrer n'ont qu'à rester dans leur pays, se défendre et travailler à bâtir un meilleur avenir. D'ailleurs, le plus dur dans le capitalisme et le travail, c'est que, bien souvent, on dit au travailleur qui a été licencié qu'il a le choix, que cela dépend de lui.

Cette liberté vaut seulement pour certaines élites au sein d'une société capitaliste.

Or, la dignité est étroitement liée à la liberté de choix sur le plan moral dans la mesure, où sans elle, il n'est pas possible de se sentir digne. Et, notre monde ne permet pas de réfléchir à la dignité comme celle liée au travail, les conditions ne permettant pas aux travailleurs migrants de faire les choix moraux qu'ils souhaiteraient faire. La dignité humaine oblige à dépasser les catégories juridiques qui réduisent les personnes à leur statut administratif. Cependant, les trajectoires migratoires révèlent les contradictions des États qui proclament l'égalité tout en restreignant la mobilité selon le lieu de naissance. Il n'y a pas que les individus qui subissent des injustices dans le capitalisme. Les États eux-mêmes ne sont pas tous égaux. Ils n'empruntent pas tous dans les mêmes conditions sur les marchés, ne disposent pas des mêmes richesses... et leurs choix politiques s'en ressentent. Réfléchir à la dignité implique, par conséquent, de considérer les structures globales, à savoir économiques, politiques et historiques, qui façonnent les mouvements migratoires.

Que manque-t-il à la liberté pour lui redonner du sens, aujourd'hui ?

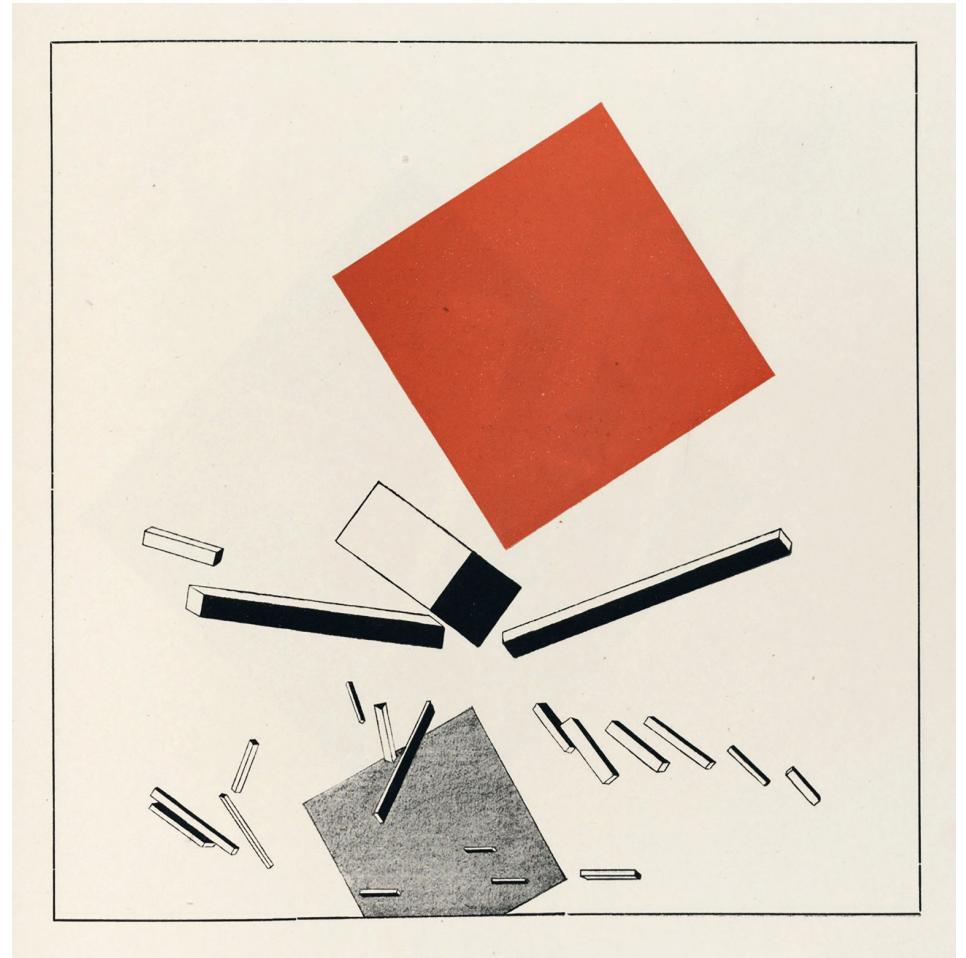
Ce qui me semble important pour retrouver du sens, c'est de revoir le narratif politique auquel nous sommes habitués. Force est de constater que c'est surtout les partis européens de droite qui offrent un récit alternatif au capitalisme. La gauche limite sa réponse à un compromis avec celui-ci sans réfléchir à une véritable alternative au système. Même lorsque des réponses plus radicales existent, elles restent limitées au cadre de l'État-nation. C'est peut-être plus difficile pour la gauche que pour la droite de se doter d'un tel récit, car cette dernière puise avant tout dans le passé pour construire son discours.

Sur le plan individuel, il existe aussi des leviers. En tant que citoyens, nous devons nous poser la question de ce qui motive nos choix et nos actions et les mécanismes politiques par lesquels ces idées sont répercutées dans la sphère publique. La question du choix politique que nous faisons est fondamentale. Les partis politiques sont devenus des machines électoralistes qui ne se posent plus la question de leur fonction démocratique.

Nous devons nous demander si nos représentants politiques incarnent les choix moraux auxquels nous adhérons. Il y a certains mouvements citoyens qui m'inspirent, à l'instar de ceux qui défendent les migrants, car leurs initiatives refusent de céder à une vision identitaire de la politique et ils essaient de construire un récit alternatif, où la migration est davantage perçue comme un problème d'injustice mondiale, plutôt que comme une question d'appartenance à un État-nation.

Comment, selon vous, réenchanter l'Europe aujourd'hui et, à travers elle, cette idée de liberté qui vous est si chère ?

Il faut retourner à l'héritage des Lumières, c'est-à-dire à la critique de l'autoritarisme et du pouvoir sous toutes ses formes, et à l'ambition d'un universalisme réellement inclusif. Afin d'éviter les dérives, nous devons repenser les institutions européennes pour qu'elles protègent véritablement les valeurs qu'elles proclament : la liberté, l'égalité et la solidarité. L'Europe repose sur des idées nées d'une histoire conflictuelle, mais également émancipatrice. Pour la réenchanter, il faut réaffirmer politiquement ses valeurs, retourner à l'esprit socialiste, fédéral et cosmopolite du Manifeste de Ventotene [un texte précurseur de l'idée de fédéralisme européen écrit en juin 1941, NDLR]. En somme, imaginer des formes de coopération qui répondent aux injustices économiques et politiques globales.



Un seul coup et tout s'écroule,
extrait du livre *Histoire des deux carrés : conte suprématiste en six figures*, El Lissitzky, 1922.

ENTRETIEN

Lea
YPI

Photo de couverture : Sabine Vielmo, London School of Economics and Political Science

COLLÈGE
DE FRANCE
—1530—

11, place Marcellin-Berthelot – 75005 Paris
www.college-de-france.fr

2025